

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Profil sectoriel



Faits et chiffres, 2016

PIB total	2 020 G\$
Exportations	629 G\$
Importations	677 G\$
Balance du commerce extérieur <i>Balance commerciale en 2007</i>	- 48 G\$ + 38 G\$
Nombre total d'emplois <i>Variation depuis 2007</i>	15,9 millions + 9%
Salaire horaire moyen (sauf les heures supp.) <i>Variation depuis 2007, corrigée en fonction de l'inflation</i>	23,40 \$ + 7%
Croissance de la productivité de 2007 à 2016	8%
Moyenne des heures de travail par semaine (sauf les heures supplémentaires)	30
Moyenne des heures supp. par année	36
Émissions de gaz à effet de serre (kilotonnes, 2014)	620 400
Taux de syndicalisation	30%
Membres d'Unifor	310 000
Nombre d'unités de négociation d'Unifor	2 904
Taille moyenne des unités de négociation	107

Source : CANSIM; Service de recherche d'Unifor

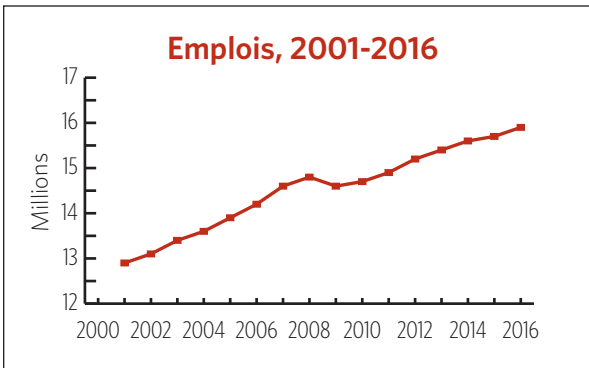


unifor
the Union | le syndicat

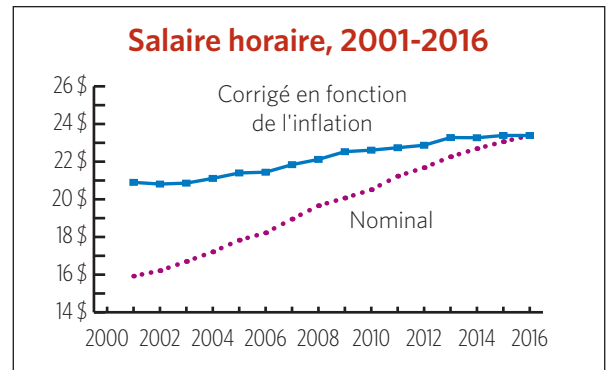
unifor.org

Conditions actuelles

Cela fera bientôt 10 ans que la crise financière mondiale a frappé le Canada. Même si nous n'avons pas été aussi touchés que certains pays (mentionnons, par exemple, la crise du logement aux États-Unis ou le surendettement de la Grèce), la reprise de l'économie canadienne après la crise a été marquée par la faiblesse de la création d'emplois; la stagnation des salaires; les niveaux d'investissement des entreprises désespérément bas; un changement structurel qui a transformé les excédents commerciaux substantiels et constants en déficits commerciaux chroniques; et, à quelques exceptions près, l'absence d'une stratégie nationale claire et cohérente capable de redresser l'économie.



L'effondrement des prix des matières premières sur les marchés mondiaux a exacerbé le problème de la reprise économique la plus faible qu'a connue le Canada. Depuis l'été 2014, les prix des produits de base ont chuté, entraînés par la baisse des prix de l'énergie, qui ont chuté des deux tiers. Le boom des matières premières s'est terminé pour diverses raisons, notamment le ralentissement de la croissance économique de la Chine et la saturation du marché, cette dernière étant causée par les nouvelles technologies telles que le forage horizontal et la fracturation hydraulique.



Cependant, tandis que les régions productrices d'énergie au Canada profitaient grandement de la flambée des prix des matières premières, la hausse des prix de l'énergie a, entre autres, causé l'inflation du dollar canadien. La rapide appréciation de notre dollar, qui est passé de 62 cents américains en 2002 à 1,04 dollar américain en 2011, a coïncidé avec la perte de plus d'un demi-million d'emplois dans le secteur manufacturier (le quart de la base industrielle du Canada).

La pitoyable performance commerciale du Canada au cours des 15 dernières années tourne en dérision l'engagement d'Ottawa envers le « libre-échange ». Le gouvernement conservateur de Harper s'efforçait de conclure, à une vitesse étourdissante, des accords visant à libéraliser le commerce et les investissements, comme l'AECG, avec l'Europe, et le PTP, avec l'Asie. Ces accords devaient préparer la voie à des niveaux d'exportations plus élevés et à une croissance plus rapide du PIB, mais, au contraire, les exportations du Canada sont tombées en chute libre, la balance commerciale du pays s'est détériorée et la croissance du PIB a ralenti. La stratégie actuelle du Canada à l'égard du commerce international et des investissements n'a pas réussi à stimuler ces derniers, les exportations ou la création d'emplois.

Au bout du compte, l'économie canadienne s'est retrouvée figée dans l'immobilisme. Heureusement, le gouvernement libéral de Trudeau a abandonné l'idée d'équilibrer le budget, a augmenté les impôts sur le revenu des particuliers qui gagnent le plus et imposera en 2018 une taxe nationale sur le carbone. Les faits rapportés plus haut représentent un important changement de politique, mais le gouvernement fédéral reste attaché à l'ancien régime de libéralisation du commerce et des investissements qui a intensifié la stagnation des salaires, la désindustrialisation et aidé à faire élire Trump à la présidence des États-Unis.

10 plus grands employeurs d'Unifor	Nombre approximatif de membres
Bell Canada	19 600
Ford Chrysler Automobiles	10 300
Metro (et les chaînes d'épicerie associées)	9 000
General Motors	6 900
Ford du Canada Limitée	6 700
Canadien National (CN)	4 300
Compagnie d'autobus Coast Mountain	4 200
Air Canada	4 200
Suncor Energy	4 100
Bombardier	3 800

Le Canada n'a pas encore trouvé le moyen de maintenir et de moderniser certaines industries appartenant à la soi-disant « ancienne économie », comme le secteur manufacturier et les ressources naturelles (qui sont, en fait, les grands centres de l'innovation et de l'intensité des exportations), tout en se penchant sur les problèmes liés à l'expansion de l'économie numérique, connue pour ses hauts niveaux de précarité. Il s'agit peut-être là du plus gros défi économique du Canada.

Unifor et l'économie canadienne

Les 310 000 membres d'Unifor sont répartis dans près de 3 000 unités de négociation, travaillent dans trois douzaines de secteurs différents et habitent dans toutes les régions économiques du pays. Dans le secteur privé du Canada, approximativement une personne sur six parmi les travailleuses et travailleurs syndiqués est membre d'Unifor.

Environ la moitié des membres d'Unifor travaillent en Ontario, le quart d'entre eux, dans les provinces des Prairies et en Colombie-Britannique, et le dernier quart, au Québec et dans le Canada atlantique. Approximativement 73 000 membres d'Unifor, soit presque le quart des membres, travaillent pour les dix plus importants employeurs dont Unifor représente les effectifs.

Prochaine étape : Développement de l'économie canadienne

L'incapacité de stimuler la création d'emplois et l'investissement des entreprises laisse entrevoir un échec plus général du modèle de gouvernance économique que suit le Canada depuis une génération et qui porte différents noms, dont « laissez-faire » et « néolibéralisme ». Il s'agit d'une vision de développement économique dirigée par les entreprises et basée sur la théorie des effets de retombées, qui laisse entendre que la diminution du rôle du gouvernement et le développement de celui des entreprises privées se traduiront par un accroissement de la liberté et de la prospérité. Dans cette vision, la principale

« tâche » du gouvernement consiste à ouvrir les marchés et à réduire les obstacles qui nuisent aux entreprises.

Au cours des 30 dernières années, les gouvernements fédéral et provinciaux ont entrepris les réformes suivantes: les taux d'imposition du revenu des entreprises ont été réduits de moitié, chutant de 50 pour cent vers la fin des années 1980 à 25 pour cent ces derniers temps; le commerce international et les investissements ont été libéralisés; les sociétés d'État, tels Air Canada, le Canadien National (CN), Pétro-Canada et la Potash Corporation, ont été privatisées; le marché du travail et les autres marchés de produits de base ont été déréglementés; les déficits budgétaires ont été diminués et la dette publique, réduite.

Malgré tout le battage médiatique établissant des liens entre les libres marchés et la prospérité, le fait marquant de la dernière génération est la pitoyable performance économique. En outre, l'effondrement financier de 2008-2009 a révélé la folie qui résidait dans la croyance que l'on peut laisser les marchés financiers « s'autoréglementer » librement.

Le gouvernement Trudeau a promis d'utiliser le pouvoir de l'État canadien, à savoir sa capacité d'emprunt et son pouvoir de dépenser, pour reconstruire nos infrastructures sociales et matérielles. Qui plus est, le gouvernement libéral semble déterminé à mettre en place un

modèle de développement socioéconomique plus équitable (du moins par rapport à certains aspects). Ce changement dans la politique économique tombe fort à propos, quel que soit le parti qui l'a mis en place, et le mouvement syndical devrait l'appuyer.

Profils sectoriels d'Unifor

Les profils sectoriels d'Unifor sont une source précieuse de données factuelles pour nos membres, nos recruteurs, nos chercheurs et le monde du travail. Ces profils situent le contexte et offrent une analyse axée sur les travailleuses et travailleurs de chacun des 18 grands secteurs représentés par notre syndicat. Ils ont pour but de susciter des débats et des discussions sur des thèmes généraux et sur les principaux enjeux économiques et politiques auxquels sont confrontés nos 310 000 membres qui travaillent dans un vaste éventail d'industries différentes.